

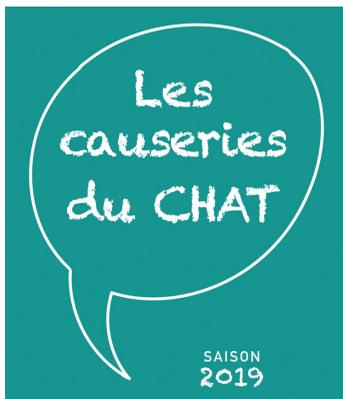
La mémoire du Travail

Centre d'histoire et d'archives du travail (CHAT)
Volume 5, no 4 | Automne 2018

Don au CHAT

Le CHAT a reçu un don de 5000\$ de M. Paresh Chattopadhyay, un professeur retraité de l'UQAM en économie politique. M. Chattopadhyay est l'auteur de plusieurs ouvrages et de nombreux articles sur la nature du marxisme et ses pratiques. Il a été professeur invité à l'Université de Paris et à celle de Grenoble et chercheur-investigé au Berlin-Brandenburg Academy of Sciences and Humanities.

En page 4



VOIR LE DOCUMENT À :

www.archivesquebecoisesdutravail.org/CHAT/PDF/Causeries_2019_CHAT.pdf



Consultez la page du CHAT

La mémoire du Travail

Vol. 5, no 4 – Automne 2018

Centre d'histoire et d'archives du travail (CHAT)
2350 av. De La Salle, Montréal, H1V 2L1
(514) 599-2010
archivesdutravail@gmail.com
www.archivesdutravail.quebec
responsable: Jacques Desmarais
mise en page: Jacques Gauthier
Dépôt légal — BANQ 2018

Sommaire

Conseil central de Québec-Chaudière-Appalaches-CSN: Centième anniversaire!	1
Fonds Syndicat des employé-e-s de métiers d'Hydro-Québec, section locale 1500, SCFP-FTQ	3
Guide : Raconter l'histoire de notre syndicat	4
Répertoire 2108 : Histoires de syndicats au Québec	4
Causeries du CHAT	4

CONSEIL CENTRAL DE QUÉBEC-CHAUDIÈRE-APPALACHES-CSN

Centième anniversaire !

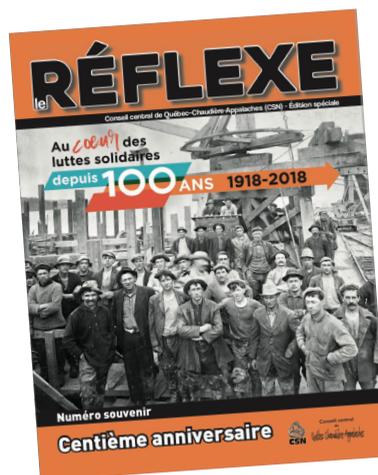
Le CCQCA-CSN publie un numéro souvenir de 48 pages :
Au cœur des luttes solidaires depuis 100 ans, 1918-2018.

Le Conseil central de Québec-Chaudière-Appalaches-CSN (CCQCA) constitue le plus vieux regroupement syndical de la région. Berceau de la CSN, la grande région de Québec a une riche histoire sociale et syndicale. Le document aborde de manière franche et perspicace l'ensemble des périodes de son histoire: son origine non confessionnelle, les premiers pas du syndicalisme confessionnel (1900-1918), la fameuse grève de l'industrie de la chaussure (1925), les syndicats face à la crise (1929-1935), la période 1939-1944, la place des femmes au sein du Conseil central (1939-1960), la Révolution tranquille et la scission de 1972, le durcissement des relations de travail et les enjeux et perspectives depuis 1985.

Enfin, au cours de l'automne 2017, des chroniques historiques de six périodes marquantes dans le parcours du Conseil central ont été rédigées par Nicolas Lefebvre Legault et publiées dans le journal du Conseil central: La résistance des cordonniers; 1891-1918: Une naissance tumultueuse; 1918-1933: Le premier âge du Conseil central; 1933-1945: L'expansion syndicale; 1945-1965: La longue transition; 1966-1982: Le grand brasse-camarade. Toutes les chroniques sont accessibles parmi les documents du Centenaire à :

www.ccqca.csn.qc.ca/historique

En plus, le CCQCA-CSN a publié un Cahier spécial de 12 pages dans le journal *Le Soleil*.



VOIR LE DOCUMENT À :

www.ccqca.csn.qc.ca/2018/10/11/numero-souvenir-centieme-anniversaire



VOIR À :

services.lesoleil.com/cahiersspeciaux/2018/10/1s/csn13oct

ENTREVUE AVEC NICOLAS LEFEBVRE LEGAULT

conseiller syndical à l'information au CCQCA-CSN

Une organisation impliquée dans l'action sociale dès le début



Quelles ont été les étapes importantes du processus qui a abouti au numéro souvenir du 100^e anniversaire ?

En 2017, suite à la décision de comité exécutif du Conseil central de consacrer les ressources financières à l'ensemble du projet, la recherche des sources d'information a été préalable. Au-delà des procès-verbaux du Conseil central qui sont apparus insuffisants et de toute la documentation conservée dans les Archives de la CSN, les ouvrages sur la réalité syndicale au Québec se concentrent de façon compréhensible sur une vision nationale de la vie socio-politique. Afin de singulariser clairement la dimension régionale, les travaux sur l'histoire populaire de la région de Québec, notamment ceux de Réjean Lemoyne, sont devenus cruciaux en même temps que les archives des médias de Québec (*L'Action catholique*, *Le Soleil*).

Cela a été accompagné d'un besoin de synthèse, de définition des grandes lignes, des thèmes et des périodes qui exposent les éléments de l'ensemble.

C'est alors que j'ai entrepris la rédaction des chroniques présentant six périodes de cette histoire et qui ont été publiées l'une à la suite de l'autre dans le journal du Conseil central, *Le Réflexe*. La tâche de rédiger le document principal a été confiée à un historien familier avec l'histoire syndicale, Mathieu Houle-Courcelles, avec l'appui d'une équipe du Conseil central.

Quels commentaires pouvez-vous exprimer après cette entreprise considérable de recherches de sources ?

Parfois les archives d'un organisme qu'on pensait remplies de secrets excitants s'avèrent laconiques, ce qui donne l'impression qu'il ne se passait pas grand-chose. Quelquefois certaines sont classées d'une façon qui rend la consultation fort laborieuse. Mais tout ça demeure un passage obligé afin de faire le tour de tout.

Quelles ont été pour vous les découvertes de cette aventure ?

Prendre conscience qu'au tout début, à la fin du 19^e siècle et au début du 20^e, avant de créer la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC) en 1921, l'action syndicale à Québec était le fait de syndicats nationaux regroupés dans le Conseil central des métiers et du travail de Québec et qui étaient très présents au sein du Congrès national des métiers et du travail qui deviendra la Fédération canadienne du travail en 1903.

À cette époque, l'économie de la ville de Québec, moins florissante que ce qu'elle est devenue par la suite, est structurée par la petite industrie et deux-tiers des syndiqué.e.s. recourent au régime des décrets pour obtenir des conditions de travail plus ou moins satisfaisantes selon le cas. La vie syndicale peut paraître ronronner en certaines périodes, mais elle montre qu'elle a du nerf en certaines occasions (grève de l'industrie de la chaussure, 1925).

Enfin, c'est l'action sociale du Conseil central, notamment l'existence d'un bureau de placement du début du 20^e siècle, des jardins ouvriers durant les années de la crise économique (1929) et de la coopérative d'habitation des années 1950. Découvrir que le Conseil central avait une pratique syndicale dépassant largement le cadre de l'entreprise et de la convention collective dès les années 1920 fut une grande découverte.

Le Fonds du Syndicat des employé-e-s de métiers d'Hydro-Québec

P 33 Fonds Syndicat des employé-e-s de métiers d'Hydro-Québec, section locale 1500, SCFP-FTQ, 1954-2015 : env. 22 m. de documents textuels.

Voir l'instrument de recherche préparé par Janson L'Heureux Lapalme à :

http://www.archivesquebecoisesdutravail.org/CHAT/PDF/Instr_rech_SCFP_1500.pdf



Le fonds témoigne de 60 ans d'activités de revendication, de négociation et de mobilisation du Syndicat des employé-e-s de métiers d'Hydro-Québec. On y trouve la documentation sur l'histoire et le fonctionnement du syndicat et des multiples comités. Plusieurs épisodes des négociations collectives ont été marqués par des grèves de tous types (générales, tournantes, partielles) et les menaces, voire l'adoption, de lois spéciales de restriction du droit de grève. De façon courante, tout au long des décennies, les négociations collectives et l'exercice des moyens de pression se sont déroulés de façon conjointe avec deux autres syndicats à Hydro-Québec: Syndicat des employé-e-s de techniques professionnelles et de bureau d'Hydro-Québec, SCFP-1500; Syndicat des technologues d'Hydro-Québec, SCFP-957.

En 1967, une grève tournante de plus de 8000 travailleurs et travailleuses d'Hydro-Québec dure 50 jours (8 mai-27 juin) sous la menace d'une loi spéciale qui aurait mis fin à la grève. La négociation suivante réussit au bout d'une année, juste à la veille de la grève (1969). En 1972, la grève est déclenchée, mais une loi spéciale interdit sa poursuite; une entente intervient après la tenue d'une commission parlementaire. En 1976, après sept mois de grèves tournantes parsemées de sanctions et une injonction, une grève générale persiste durant deux semaines avant d'aboutir à un règlement marquant. En 1979, nouveau conflit : la grève générale illimitée est arrêtée par une loi spéciale qui décrète avantagusement certaines conditions de travail : comité de santé et sécurité; régime



Des syndiqués du Syndicat des employé-e-s de métiers d'Hydro-Québec, SCFP-1500, devant le Parlement du Canada (Ottawa), en appui aux 100 000 syndiqué-e-s de l'Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC) alors en grève en opposition à la politique salariale fédérale, 15 septembre 1991. Photo: Archives du Syndicat des employé-e-s de métier d'Hydro-Québec, section locale 1500, SCFP-FTQ.

de retraite; droits parentaux; réduction du temps de travail.

En 1989, la volonté d'Hydro-Québec de reprendre des droits reconnus et le désaccord sur l'accès à des sous-contracts externes amène le retour à des moyens de pressions : grève générale d'une journée, six jours de grèves rotatives, des manifestations, refus d'effectuer du travail en temps supplémentaire, confrontation des cadres lors de l'entrée au travail, arrestation de 400 grévistes et imposition de mesures disciplinaires dont huit congédiements. Malgré l'acceptation finale des offres patronales, une loi (no. 58) est adoptée au cours de la nuit de 4 mai; elle impose les conditions de travail, notamment la suppression de clauses importantes sur la sous-traitance et le droit de refus du travail dangereux. En 1991, suite à l'abrogation de la loi no. 58, une convention

collective est signée dans un nouvel esprit de «partenariat» et plusieurs des droits retirés plus tôt sont rétablis progressivement, notamment en ce qui a trait à la sous-traitance.

En 1994 et 1995, dans la foulée de l'obligation de récupérer 1% de la masse salariale des employés (Loi 102), l'opération majeure de compressions budgétaires des coûts de main d'oeuvre aboutit à une «entente de partenariat» qui consacre la participation du syndicat aux nouvelles formes d'organisation du travail dans les domaines suivants: la sous-traitance, les gains de productivité, l'intégration des spécialistes et la formation et le cheminement de carrière. En 1996, suite à l'annonce de coupures budgétaires

(120\$M) et malgré une offre de création de 1000 emplois en échange de la réduction de 4,5% des salaires, le rapport de médiation est adopté avec réticence en raison de reculs mémorables en matière de partage des gains de productivité et d'horaires de travail.

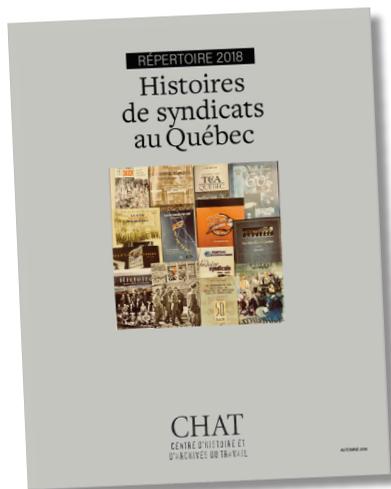
Depuis 1996, le syndicat est associé étroitement à des coalitions telles que la première conférence internationale des Syndicats de l'énergie (S-7, Québec, 2003) ainsi qu'à l'organisation *Droit à l'énergie-SOS Futur* qui prône l'énergie comme un droit fondamental pour les peuples de la terre. Cela a permis de montrer les avantages du modèle public québécois de production et de distribution d'électricité et créé des occasions d'échanger sur les pratiques des relations de travail avec les syndicats des entreprises (surtout privées) ailleurs dans le monde où Hydro-Québec est propriétaire ou associée.

En 1999, après plusieurs mois de moyens de pression, notamment une grève tournante des services commerciaux, un règlement intervient à la fin de l'année. À compter de 2001-02, la transformation d'Hydro-Québec en quatre divisions fonctionnelles met en branle une série de mesures guidées par l'objectif principal de productivité et rendent difficiles la négociation et l'application d'un ensemble de conditions de travail cruciales, en raison en particulier au recours grandissant à la sous-traitance. Cette forme de privatisation des fonctions de l'entreprise est combattue par le syndicat en raison de sa non rentabilité et des pertes d'emploi et d'expertise interne qu'elle crée. La contestation intense de la sous-traitance dans les services publics a alors pris une grande envergure dans les revendications des organisations syndicales nationales (SCFP-Québec et FTQ).

Depuis 2003, le gouvernement québécois réitère régulièrement ses réclamations de croissance du dividende et de réduction des dépenses de l'entreprise qui mettent en péril les meilleures conditions de production et la stabilité des tarifs pour les consommateurs. C'est aussi la période où le syndicat dénonce avec vigueur le statut privé de la production éolienne de l'électricité et la désaffection d'Hydro-Québec dans ce dossier majeur. Malgré cette conjoncture, en 2003, en 2008 et en 2013, la convention collective est signée avant l'échéance de la convention en cours et sans reculs, mais avec l'introduction de nouvelles clauses, notamment une prime d'intéressement liée aux surplus de l'entreprise.

DEUX PUBLICATIONS DU CHAT

Histoires de syndicats au Québec Répertoire 2018



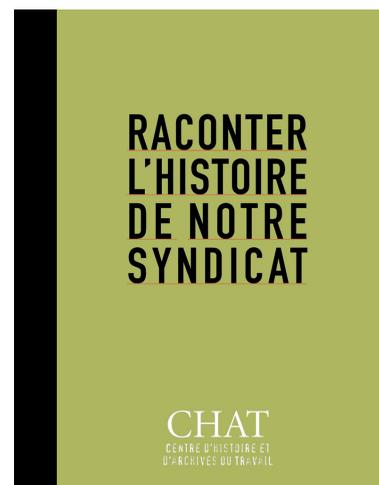
Les 75 publications citées dans ce répertoire ont été colligées par le CHAT, qui espère que d'autres syndicats s'en trouveront inspirés dans la rédaction de leur propre histoire. S'il y a déjà un récit historique de votre organisation, faites-nous le savoir et nous l'ajouterons au Répertoire 2019 (mars):

archivesdutravail@gmail.com

LE RÉPERTOIRE 2018 EST DISPONIBLE À :

www.archivesquebecoisesdutravail.org/CHAT/PDF/Hist_synd_repertoire2018.pdf

Raconter l'histoire de notre syndicat



Un guide pour rédiger et diffuser l'histoire du syndicat, comprenant des sections portant sur: pourquoi raconter; quoi raconter; un livre, une vidéo ou un album?; par où commencer; de quoi avons-nous besoin; où trouver les informations; comment faire une entrevue; enrichir l'histoire syndicale par l'histoire orale. Un document à imprimer et à diffuser.

VOIR LA BROCHURE À :

www.archivesquebecoisesdutravail.org/CHAT/PDF/Raconter_histoire.pdf

CAUSERIES DU CHAT

Le syndicalisme et son histoire

Le CHAT offre des causeries sur divers aspects de l'histoire de l'action syndicale au Québec à l'occasion de vos congrès, colloques et assemblées de tous genres. Connaître l'histoire syndicale, la découvrir avec curiosité, c'est garder vivants les efforts, les luttes, les sacrifices, les revendications des hommes et des femmes qui ont patiemment bâti les organisations syndicales dont nous avons hérité.

Sujets et conférenciers.ères

- Les grands jalons de l'histoire du syndicalisme québécois (Jacques Rouillard)
- Les syndicats: moteur de l'évolution des salaires réels au Québec (Jacques Rouillard)
- La fête du Travail et le 1er mai à Montréal (1886-2016) (Jacques Rouillard)
- Le syndicalisme, source de la social-démocratie au Québec (1900-2016) (Jacques Rouillard)
- Le syndicalisme de l'après deuxième guerre mondiale (1945-1960) (Marc Comby)
- Figures marquantes du syndicalisme industriel au Québec (Marc Comby)
- Syndicalisme et politique (Marc Comby)
- Le Code du travail de 1964, contexte, demandes et actions syndicales: les résultats (Jacques Desmarais)
- Les années 1970: âge d'or du syndicalisme québécois? (France Laurendeau)
- Une mobilisation réussie: la campagne de boycottage de matelas Simmons (Jean-Pierre Gallant)
- La CSN, aux premiers rangs avec le mouvement féministe (Monique Simard)
- Histoire de la FTQ (André Leclerc)
- Les archives syndicales: comment faire? (Janson l'Heureux Lapalme)